

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, je n'ai malheureusement pas assez bonne mémoire pour me rappeler tout ce qui se passe dans chaque aéroport dont j'ai en partie la charge. Mais en ce qui concerne Boundary Bay, le ministère a décidé il y a quelques mois d'aller de l'avant. Si j'ai bonne mémoire, il fallait débloquer 10 millions de dollars pour effectuer les changements recommandés avant de pouvoir trouver quelqu'un pour administrer cet aéroport. Si je ne m'abuse, on a déjà fait, ou on est en train de faire, ces dépenses et on est toujours à la recherche d'un administrateur.

On m'a dit dernièrement qu'on était à la veille d'en trouver un. Je vais vérifier et à quatre heures cet après-midi, j'écrirai à mon collègue pour lui donner un compte rendu détaillé de ce qui s'est passé.

* * *

LES FINANCES

ON DEMANDE DES ALLÈGEMENTS FISCAUX POUR LES SECTEURS DES MINES ET DES FORÊTS

M. Lorne McCuish (Prince George-Bulkley Valley): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre sait que ce sont la forêt et les mines qui fournissent le plus d'emplois en Colombie-Britannique. Il sait également que ces industries dépendent essentiellement de leurs ventes à l'étranger et que la perte de ces débouchés est responsable de 20 à 30 p. 100 du nombre des chômeurs en Colombie-Britannique.

Nos concurrents nous ont devancés surtout parce que son gouvernement nous a imposé des mesures fiscales insoutenables. Le ministre est-il prêt à admettre que les programmes de création d'emplois instaurés par son gouvernement ne contribuent pas à relancer ces deux industries et sont donc inacceptables? Songerait-il à concéder à ces deux industries des allègements fiscaux d'un montant équivalent, pour leur permettre de reprendre leurs activités et de regagner leur position concurrentielle à l'étranger?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, je remercie le député de sa question. Je l'informe que les premières personnes que j'ai consultées en vue de préparer mon budget, ont été les représentants de la Colombie-Britannique surtout des représentants des mines et de la forêt. Nos entretiens ont été très utiles. Je dois dire cependant que les difficultés qu'ils éprouvent actuellement ne sont pas dues uniquement à des contraintes fiscales. En fait, la charge fiscale des industries minières et forestières est comparable à celle de la plupart de leurs concurrents. Ce serait plutôt la demande de produits des mines et du bois qui a généralement fléchi partout dans le monde. Nous constatons que l'emploi dans le secteur des mines et des forêts a sensiblement diminué.

En réalité, nous concédons de tels avantages à nos entreprises que les États-Unis nous reprochent, et mon collègue est bien au courant, de trop favoriser notre industrie du bois tendre. Je dois me rendre cette semaine à Washington où j'aurai

quelques entretiens avec des responsables américains à cet égard. Je leur demanderai d'examiner la position canadienne et de reconnaître que nous ne subventionnons pas indûment notre industrie du bois tendre.

* * *

LES PORTS

SURREY (C.-B.)—L'APPROBATION DU CONTRAT DE CONSTRUCTION

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Madame le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor qui sait peut-être que le port d'entrée de Surrey sur la grande route du Pacifique est le plus actif de tous ceux qui sont situés à l'ouest de sa propre ville de Windsor. Les installations y sont encombrées et désuètes. La semaine dernière, je recevais une lettre du ministre des Travaux publics qui disait que les plans pour un nouveau bâtiment seront terminés la semaine prochaine. Il ajoutait:

Sous réserve d'un examen favorable effectué par le Conseil du Trésor, un contrat pour les travaux de construction pourrait être accordé dès janvier 1984 et, par conséquent, les travaux devraient être achevés en janvier 1986.

Étant donné que le chômage en Colombie-Britannique s'est accru à un rythme sans précédent depuis un an, peut-il assurer aux députés, à la population de Surrey et aux hommes d'affaires qui utilisent ce port d'entrée que le Conseil du Trésor approuvera effectivement ce contrat de construction, afin que nous puissions envisager certaines possibilités d'emploi et que les hommes d'affaires qui utilisent ce port d'entrée puissent constater une certaine économie de frais à cet endroit?

L'hon. Herb Gray (président du Conseil du Trésor): Madame le Président, je m'empresserai volontiers d'étudier la question pour savoir ce qu'on pourrait faire pour accélérer l'étude de ce projet. Je constate avec intérêt que mon honorable ami favorise une dépense accrue et accélérée de deniers publics.

* * *

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

L'APPLICATION AUX ACHATS DE CARBURANT DU GOUVERNEMENT

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Je crois savoir que son ministère a déclaré avant-hier que le gouvernement n'est manifestement pas tenu d'observer lui-même les normes de la conversion obligatoire au système métrique. Nous savons tous que les normes métriques internationales ne s'appliquent pas à beaucoup d'articles. Le gouvernement fait preuve d'hypocrisie flagrante quand il force le secteur privé à adopter le système métrique, alors que lui-même est libre d'agir comme bon lui semble. Comment le ministre peut-il concilier cette double norme et que fera-t-il à ce sujet?